



SESSION ORDINAIRE 2020 – 2021

19 OCTOBRE 2020

**PARLEMENT DE LA RÉGION
DE BRUXELLES-CAPITALE**

PROPOSITION DE RÉOLUTION

**relative à l'accord commercial entre
l'Union européenne et le Mercosur**

RAPPORT

fait au nom de la commission
des finances et des affaires générales

par Mme Nadia EL YOUSFI (F)

Ont participé aux travaux de la commission :

Membres effectifs: Mme Nadia El Yousfi, MM. Marc-Jean Ghyssele, Rachid Madrane, Mme Marie Lecocq, M. John Pitseys, Mmes Latifa Aït-Baala, Alexia Bertrand, MM. Emmanuel De Bock, Petya Obolensky, Luc Vancauwenberge, Juan Benjumea Moreno, Mme Cieltje Van Achter, M. Guy Vanhengel.

Membres suppléants: MM. Julien Uyttendaele, Sadik Köksal.

Autres membres: M. Fouad Ahidar, Mme Victoria Austraet, MM. Vincent De Wolf, Pepijn Kennis, Mmes Véronique Lefrancq, Hilde Sabbe.

Voir:

Document du Parlement:

A-118/1 – 2019/2020: Proposition de résolution.

GEWONE ZITTING 2020 – 2021

19 OKTOBER 2020

**BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT**

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende de handelsovereenkomst tussen
de Europese Unie en Mercosur**

VERSLAG

uitgebracht namens de commissie
voor de Financiën en de Algemene Zaken

door mevrouw Nadia EL YOUSFI (F)

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen:

Vaste leden: mevr. Nadia El Yousfi, de heren Marc-Jean Ghyssele, Rachid Madrane, mevr. Marie Lecocq, de heer John Pitseys, mevr. Latifa Aït-Baala, mevr. Alexia Bertrand, de heren Emmanuel De Bock, Petya Obolensky, Luc Vancauwenberge, Juan Benjumea Moreno, mevr. Cieltje Van Achter, de heer Guy Vanhengel.

Plaatsvervangers: de heren Julien Uyttendaele, Sadik Köksal.

Andere leden: de heer Fouad Ahidar, mevr. Victoria Austraet, de heren Vincent De Wolf, Pepijn Kennis, mevr. Véronique Lefrancq, mevr. Hilde Sabbe.

Zie:

Stuk van het Parlement:

A-118/1 – 2019/2020: Voorstel van resolutie.

I. Exposé introductif de Mme Véronique Lefrancq, première coauteure de la proposition de résolution

Mme Véronique Lefrancq présente, avec différents députés provenant aussi bien de la majorité que de l'opposition, cette proposition de résolution qui a pour objectif, pour le Gouvernement bruxellois, d'une part, de signifier officiellement au Gouvernement fédéral belge qu'il s'oppose à l'accord commercial entre l'UE et le Mercosur tel que présenté le 28 juin 2019, et d'autre part, de conditionner la délégation de pouvoir au Gouvernement fédéral pour la signature de l'accord UE-Mercosur par rapport aux problématiques de l'environnement, du climat, de l'économie durable, des normes sociales, de la protection des consommateurs, de l'économie locale, des conventions et règles internationales, des principes d'égalité et d'équité économique, de la transparence démocratique, telles qu'énoncées dans ce texte.

Ce texte s'inscrit dans une démarche démocratique, participative et proactive à l'image du débat au sein du Parlement wallon en janvier de cette année qui a vu la majorité wallonne rejeter, en l'état, l'accord de libre-échange entre l'UE et les pays du Mercosur, débat qui avait déjà été lancé à l'initiative du cdH.

La députée souligne que le parlement européen et la France – pays moteur de la construction européenne – ont récemment fait savoir qu'ils s'opposaient à cet accord en l'état actuel des choses.

Le 28 juin 2019, l'Union européenne (UE) et les pays membres du Mercosur - à savoir l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay - annonçaient avoir finalisé leurs négociations (débutées en 1999) sur le volet commercial de l'accord d'association UE-Mercosur, concluant ainsi un 'accord de principe'.

Les auteurs de cette proposition de résolution estiment que cet accord mixte - qui nécessite la ratification des régions du pays, à l'instar du CETA - tel que présenté le 28 juin 2019, aura un impact négatif quant au respect des objectifs climatiques de l'Accord de Paris, à l'environnement, à la santé, au développement d'un modèle agro-alimentaire durable et à la protection des animaux. Dès lors, ce texte apporte une série de balises pour que l'accord entre l'UE et le Mercosur réponde à des objectifs élevés aux niveaux social, environnemental, sanitaire, des droits humains, du bien-être animal, de la transparence démocratique et de la préservation de la capacité de légiférer des États.

Au niveau de l'environnement et du climat, il est assez évident mais essentiel de notifier que l'ouverture effective du commerce dans le cadre de cet accord va entraîner indéniablement une augmentation des émissions de CO₂ du fait de l'intensification de l'activité économique et du transport de marchandises.

I. Inleidende uiteenzetting van mevrouw Véronique Lefrancq, eerste mede-indiener van het voorstel van resolutie

Mevrouw Véronique Lefrancq legt dit voorstel van resolutie voor, samen met andere volksvertegenwoordigers van de meerderheid en ook van de oppositie, met als doel, voor de Brusselse regering enerzijds, de Belgische federale regering er kennis van te geven dat ze zich verzet tegen de EU-Mercosur-handelsovereenkomst zoals voorgelegd op 28 juni 2019 en anderzijds, de bevoegdheidsdelegatie aan de federale regering voor de ondertekening van de EU-Mercosur-handelsovereenkomst te koppelen aan voorwaarden met betrekking tot de kwesties rond het milieu, het klimaat, de duurzame economie, de sociale normen, de bescherming van de consumenten, de lokale economie, de internationale verdragen en regels, de principes van economische gelijkheid en billijkheid, de transparantie, zoals beschreven in deze tekst.

Deze tekst is een democratische, participatieve en proactieve benadering naar het voorbeeld van het debat in het Waals Parlement in januari van dit jaar waarbij de vrijhandelsovereenkomst tussen de EU en de Mercosur-landen verworpen werd in deze vorm door de Waalse meerderheid. Dit debat werd gelanceerd op initiatief van het cdH.

De volksvertegenwoordigster onderstreept dat het Europees Parlement en Frankrijk – de drijvende kracht achter de Europese eenwording – recent hebben laten weten zich te verzetten tegen dit akkoord in de huidige vorm.

Op 28 juni 2019 kondigden de Europese Unie en de Mercosur-landen – namelijk Argentinië, Brazilië, Paraguay en Uruguay – aan hun onderhandelingen te hebben afgerond (gestart in 1999) over het handelsluit van het associatieverdrag EU-Mercosur, en aldus een 'principeakkoord' te hebben gesloten.

De indieners van dit voorstel van resolutie menen dat deze gemengde overeenkomst die de instemming van de Gewesten van het land nodig heeft, in navolging van CETA - zoals voorgesteld op 28 juni, een negatieve impact zal hebben op het halen van de klimaatdoelstellingen van de Overeenkomst van Parijs, het milieu, de gezondheid, de ontwikkeling van een duurzaam landbouw- en voedingsmodel en de dierenbescherming. Bijgevolg reikt deze tekst een aantal bakens aan om de overeenkomst tussen de EU en Mercosur te doen beantwoorden aan strenge doelstellingen op het vlak van samenleving, milieu, gezondheid, mensenrechten, dierenwelzijn, democratische transparantie en behoud van de wetgevingsbevoegdheid van de Staten.

Op het vlak van milieu en klimaat is het vrij evident maar ook essentieel te noteren dat de effectieve openstelling van de handel in het kader van dit akkoord onvermijdelijk een stijging van de CO₂-uitstoot met zich mee zal brengen wegens de uitbreiding van de economische activiteit en van het goederenvervoer.

De plus, cet accord - qui est effectif mais qui est provisoire en attendant la ratification de tous les états membres selon leur dispositifs légaux - comporte un chapitre sur le commerce et le développement durable, mais ce chapitre n'est pas contraignant. Ainsi, en cas de non-respect des engagements – sur l'arrêt de la déforestation ou la baisse des émissions de gaz à effet de serre par exemple –, il est seulement prévu des « consultations officielles avec le gouvernement » puis, si elles n'aboutissent pas, la mise en place d'un « groupe d'experts indépendants » qui pourra faire de simples « recommandations ».

À la vue de cette faiblesse de prise en compte des aspects environnementaux, cela constitue donc un véritable écueil dans le cadre de notre politique environnementale au regard notamment des objectifs européens avec par exemple le Green Deal, mais également au regard des objectifs de l'Accord de Paris de 2015 ainsi que de nos objectifs au niveau national, aussi bien au Fédéral que dans les régions et surtout dans la Région bruxelloise qui se veut moteur dans ce domaine.

Au niveau sanitaire, les standards sanitaires et environnementaux et le contrôle effectif de leur respect par les pays du Mercosur se révèlent trop aléatoires. Les pays du Mercosur, qui ont davantage misé sur l'agriculture intensive, consomment beaucoup d'intrants chimiques et de produits pharmaceutiques. L'utilisation de pesticides non autorisés est également élevée dans les pays du Mercosur.

De plus, d'une manière générale, les pays du Mercosur appliquent une législation très lacunaire en matière de normes d'élevage et de protection des animaux par rapport à l'UE.

Ensuite au niveau des droits humains, surtout depuis l'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro au Brésil, il existe des atteintes persistantes aux droits des peuples, en ce compris autochtones. Aussi, la situation se dégrade continuellement pour les journalistes et les défenseurs de l'environnement au Brésil, où les intimidations se multiplient. En outre, le respect des droits des travailleurs dans les pays du Mercosur est également préoccupant, notamment au niveau syndical.

Pour terminer, dans la Déclaration de politique générale du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le Gouvernement s'engage à des priorités et des ambitions qui semblent en totale inadéquation avec les finalités de l'accord UE-Mercosur ou du moins, qui pourraient être mises en péril au regard des conséquences de cet accord.

Tout d'abord, le Gouvernement fait part du fait que « l'ambition affichée est de mettre Bruxelles à la pointe, tant de la transition écologique et solidaire – par l'ancrage local de son activité économique, le développement d'emplois de qualité, non délocalisables et l'offre de biens et services de qualité et locaux –, ... ».

Par la suite, le Gouvernement entend soutenir l'économie circulaire, l'agriculture, l'industrie urbaine et la production locale.

Bovendien bevat dit akkoord – dat effectief is maar voorlopig, in afwachting van de ratificatie door alle lidstaten volgens hun wettelijke bepalingen – een hoofdstuk inzake handel en duurzame ontwikkeling, maar dit hoofdstuk is niet bindend. Ingeval de verbintenissen – over de stopzetting van de ontbossing of de daling van de broeikasgasemissies bijvoorbeeld – niet worden nagekomen, wordt enkel voorzien in officieel overleg met de regering, en als dat tot niets leidt, tot de oprichting van een onafhankelijke groep experts, die eenvoudige aanbevelingen kan doen.

In het licht van dit gebrek aan aandacht voor de milieuaspecten, vormt dit dus een regelrechte valkuil in het kader van ons milieubeleid ten aanzien van de Europese doelstellingen zoals bijvoorbeeld de Green Deal, maar ook ten aanzien van de doelstellingen van de Overeenkomst van Parijs van 2015 en ook onze doelstellingen op nationaal niveau, zowel op federaal niveau als op het niveau van de Gewesten en vooral in het Brussels Gewest dat de drijvende kracht wil zijn in dit domein.

Op het vlak van gezondheid blijken de gezondheids- en milieunormen en de effectieve controle op de naleving ervan door de Mercosur-landen te willekeurig. De Mercosur-landen, die meer hebben ingezet op intensieve landbouw, gebruiken veel chemische en farmaceutische producten. Het gebruik van niet toegestane pesticiden is in alle Mercosur-landen hoog.

Bovendien passen de Mercosur-landen over het algemeen een zeer onvolledige wetgeving toe op het vlak van de normen voor veehouderijen en de dierenbescherming in verhouding tot de EU.

Vervolgens op het vlak van de mensenrechten werden vooral sinds het aantreden van president Jair Bolsonaro in Brazilië, aanhoudende schendingen van de rechten van de volkeren, inclusief de inheemse opgetekend. De situatie voor de journalisten en milieuactivisten verslechtert onophoudelijk in Brazilië, de intimidaties nemen toe. De naleving van de werknemersrechten in de Mercosur-landen is eveneens verontrustend, voornamelijk bij de vakbonden.

Tot slot verbindt de Brusselse Hoofdstedelijke Regering zich in haar algemenebeleidsverklaring tot prioriteiten en ambities die niet lijken te stroken met de doeleinden van de overeenkomst EU-Mercosur of althans in gevaar zouden kunnen worden gebracht gelet op de gevolgen van deze overeenkomst.

Allereerst streeft de regering ernaar “Brussel een voorttrekkersrol te laten spelen, zowel in de ecologische en solidaire omslag - door de economische bedrijvigheid lokaal te verankeren, kwaliteitsvolle, niet-delocaliseerbare jobs te ontwikkelen en te zorgen voor een aanbod van kwaliteitsvolle lokale goederen en diensten -, ...”.

Vervolgens wil de regering de circulaire economie, de landbouw, de stedelijke industrie en de lokale productie ondersteunen.

Enfin et surtout, le Gouvernement prévoit le renforcement de la stratégie GoodFood qui affiche une double ambition : d'une part « mieux produire », c'est-à-dire cultiver et transformer localement des aliments sains et respectueux de l'environnement, et d'autre part « bien manger », ou rendre accessible à tous une alimentation savoureuse et équilibrée, composée d'un maximum de produits locaux.

Au regard de toutes ces ambitions, la ratification de l'accord UE-Mercosur dans sa forme actuelle pourrait relever d'un double discours contradictoire et contre-productif en termes environnementaux, sanitaires, économiques et durables.

Pour toutes ces raisons, les auteurs de cette proposition de résolution considèrent que si les ratifications d'accords commerciaux internationaux doivent être un des enjeux majeurs dans la politique économique et commerciale de la Région bruxelloise, celles-ci doivent être un levier porteur de progrès qui permette l'accomplissement de défis dans lesquels la Région s'est engagée.

C'est pourquoi cette proposition de résolution relative à l'accord UE-Mercosur dans sa forme actuelle demande au Gouvernement bruxellois, d'une part, de signifier officiellement au Gouvernement fédéral belge qu'il s'oppose à l'accord commercial entre l'UE et le Mercosur tel que présenté le 28 juin 2019, et d'autre part de conditionner la délégation de pouvoir au Gouvernement fédéral pour la signature de l'accord UE-Mercosur par rapport aux balises que le texte expose.

II. Discussion générale

Mme Marie Lecocq souligne qu'il est assez rare qu'un texte dont l'initiative vient de l'opposition fasse consensus dans la majorité et permette à tous les partis signataires d'exprimer leurs points de vue. C'est pourquoi l'oratrice remercie les partis de l'opposition, particulièrement le cdH (tout spécifiquement Mme Véronique Lefrancq), Agora, et Mme Victoria Austraet pour leur confiance, et remercie ses collègues de la majorité pour le travail constructif qui a été effectué.

L'intervenante salue également le travail qui est effectué par ses collègues du Parlement européen, qui ont voté un amendement il y a moins de deux semaines annonçant qu'ils ne voteraient pas le traité Mercosur en l'état.

Il ne s'agit pas ici d'une discussion de principe, purement guidée par des réflexions idéologiques qui feraient fi de la réalité. Il est important de savoir de quoi il est question, quelles en sont les implications concrètes. C'est pourquoi le texte de la résolution a aussi un objectif pédagogique, visant à expliquer en détails tous les enjeux. Il faut savoir qu'il s'agit d'un accord de commerce négocié entre l'Union Européenne et les pays dits du Mercosur, à savoir l'Argentine, le Brésil, le Paraguay, et l'Uruguay, dont l'objectif est d'augmenter le

Last but not least voorziet de regering in de versterking van de GoodFood-strategie, die een tweeledige ambitie heeft: enerzijds “beter produceren”, dat wil zeggen lokaal gezonde voeding kweken en verwerken met respect voor het milieu, en anderzijds, “goed eten”, dat wil zeggen smakelijke, evenwichtige voeding binnen ieders bereik brengen, waarbij zoveel mogelijk lokale producten worden gebruikt.

In het licht van deze ambities zou de ratificatie van het EU-Mercosur-akkoord in zijn huidige vorm een dubbelzinnig, contradictorisch en contraproductief discours zijn op het vlak van milieu, gezondheid, economie en duurzaamheid.

Om al die redenen zijn de indieners van dit voorstel van resolutie van mening dat de ratificatie van internationale handelsovereenkomsten een van de belangrijkste punten vormt van het economisch en handelsbeleid in het Brussels Gewest en dus een hefboom moet zijn die vooruitgang brengt en de uitdagingen waartoe het Gewest zich heeft verbonden tot een goed einde brengt.

Om die reden wordt via dit voorstel van resolutie betreffende de EU-Mercosur-handelsovereenkomst in zijn huidige vorm gevraagd dat de Brusselse regering enerzijds officieel de Belgische federale regering ervan in kennis zou stellen dat zij zich verzet tegen de handelsovereenkomst tussen de Europese Unie en Mercosur zoals voorgesteld op 28 juni 2019 en anderzijds dat zij de bevoegdheidsdelegatie aan de federale regering voor het ondertekenen van de EU-Mercosur-handelsovereenkomst aan voorwaarden zou koppelen gelet op de bakens die de tekst uitzet.

II. Algemene bespreking

Mevrouw Marie Lecocq onderstreept dat het niet vaak voorkomt dat een tekst geïnitieerd door de oppositie tot een consensus leidt binnen de meerderheid en alle ondertekenende partijen in staat stelt hun standpunten uiteen te zetten. Daarom dankt de spreekster de oppositiepartijen, vooral het cdH (in het bijzonder mevrouw Véronique Lefrancq), Agora, en mevrouw Victoria Austraet voor hun vertrouwen en dankt zij haar collega's van de meerderheid voor het constructieve werk dat ze hebben verwezenlijkt.

De spreekster juicht ook het door haar collega's van het Europees Parlement uitgevoerde werk toe. Zij hebben een amendement een kleine twee weken geleden goedgekeurd met de aankondiging dat ze het Mercosur-verdrag in de huidige vorm niet zouden ondertekenen.

Het betreft hier geen principiële discussie, zuiver geleid door ideologische gedachten zonder rekening te houden met de realiteit. Het is van belang te weten waarover het gaat en wat de concrete implicaties ervan zijn. Om die reden heeft de tekst van de resolutie ook een pedagogisch doel omdat het in detail alle uitdagingen uitlegt. We moeten weten dat het een handelsovereenkomst betreft tussen de Europese Unie en de zogenaamde Mercosur-landen, te weten Argentinië, Brazilië, Paraguay en Uruguay, en waarvan de

commerce entre ces deux zones, en levant les barrières tarifaires (droits de douane) et non-tarifaires (normes).

Pourquoi cet accord ne convient-il pas ? Ecolo le dit depuis longtemps, et personne ne peut encore l'ignorer aujourd'hui : nos ressources planétaires sont limitées, et certaines activités humaines ont un impact négatif sur notre environnement. L'accord vise à augmenter les échanges commerciaux, et donc à renforcer ce double constat que fait Ecolo : par l'importation de denrées agricoles, c'est tout notre réseau d'agriculture locale qui est mis sous tension, c'est mettre le couteau sous la gorge de nos petits agriculteurs ; par le maintien voire l'augmentation de la déforestation, c'est notre résistance aux changements climatiques que nous mettons en danger. Or l'oratrice souligne que la crise que nous vivons aujourd'hui est également due à la pression toujours plus forte que nous exerçons sur notre environnement, qui libère, par exemple, de nouveaux virus.

L'agriculture intensive menace également les zones de vie des populations locales du Mercosur, et au-delà des expropriations forcées, de la détérioration des habitats, on ne peut qu'avoir une pensée forte et humble pour les militants et les militantes qui continuent à être assassinés pour leurs combats. C'est en fin de compte tout un système économique qui épuise les humains et l'environnement, et c'est bien ce qui pose problème dans cet accord commercial.

Il ne suffira pas, selon Ecolo, d'ajouter un addendum avec un moratoire sur les déforestations, parce que ça ne règlera pas toutes les questions, et notamment l'utilisation des pesticides ou les questions de bien-être animal. Par ailleurs, on sait que la commission européenne pourrait être tentée de scinder l'accord pour le faire passer en plusieurs morceaux et contourner l'obligation de vote par les états-membres, ce qui serait un réel déni de démocratie.

Ce que veut Ecolo, c'est un système qui respecte les habitants du Sud, qui sont exploités et expulsés par de grandes multinationales qui visent uniquement le profit et n'ont que faire des droits humains. Ecolo veut un système économique qui respecte les travailleurs et travailleuses, et les petits entrepreneurs et entrepreneuses. c'est un système qui fait du bien aux gens : qui permet à chacun de se nourrir correctement, avec des produits de qualité. c'est un système qui prend soin de l'environnement.

Le vote qui interviendra aujourd'hui en commission, ce n'est pas encore une victoire, mais un pas de plus dans la reconnaissance de la mobilisation de la société civile. C'est amplifier le message que portent les peuples en lutte du Sud, qui se battent pour survivre sur leurs terres, sur celle de leur famille, de leurs ancêtres. C'est amplifier la demande des milliers de citoyens et citoyennes qui se sont manifestés, chacun et chacune à leur échelle, en signant une pétition, en marchant dans la rue, ou en en discutant avec leurs voisins. Si ce n'est pas encore une victoire aujourd'hui, c'est en tous les cas le signe qu'à l'automne 2020, on ne veut plus faire comme avant : on veut utiliser tous les outils qui sont les nôtres pour faire respecter les droits humains, l'environnement, et

doelstelling is de handel tussen deze twee zones op te drijven door de tarifaire barrières (douanerechten) en niet-tarifaire (normen) weg te nemen.

Waarom is dit akkoord niet geschikt? De Ecolo-fractie zegt het al lang, en nu kan niemand dit nog ontkennen: de reserves van onze planeet zijn niet onuitputtelijk en bepaalde activiteiten van de mens hebben een negatieve impact op ons milieu. De overeenkomst wil de handelsuitwisselingen opdrijven, en dus de dubbele vaststelling die Ecolo maakt versterken: door de import van landbouwproducten komt ons lokaal landbouwnetwerk onder druk te staan, dit is het mes op de keel zetten van onze kleine landbouwers: door de voortzetting en zelfs uitbreiding van de ontbossing brengen we onze weerstand tegen de klimatologische veranderingen in gevaar. De spreekster onderstreept dat de crisis die we vandaag doormaken tevens te wijten is aan steeds grotere druk die we uitoefenen op ons milieu waardoor bijvoorbeeld nieuwe virussen opduiken.

De intensieve landbouw bedreigt eveneens de leefgebieden van de plaatselijke bevolkingen van Mercosur en naast de gedwongen uitzettingen en de achteruitgang van de leefgebieden moeten onze bescheiden gedachten gaan naar de militanten die nog altijd vermoord worden voor de strijd die zij aangaan. Uiteindelijk gaat het om een volledig economisch systeem dat de mensen en het milieu uitput en dit is nu net het probleem in deze handelsovereenkomst.

Het zal niet volstaan, volgens Ecolo, een addendum met een moratorium op de ontbossingen toe te voegen aangezien dit geen antwoord zal bieden op alle vraagstukken en met name het gebruik van pesticiden of de vraagstukken rond dierenwelzijn. Bovendien weten we dat de Europese Commissie geneigd zou kunnen zijn de overeenkomst op te delen om ze in verschillende stukken te laten goedkeuren en de verplichting tot ondertekening door de lidstaten te omzeilen, wat een regelrechte ontkenning van de democratie zou betekenen.

De Ecolo-fractie wil een systeem dat de bewoners van het zuiden respecteert die uitgebuit en weggejaagd worden door grote multinationals die enkel gaan voor profijt en zich niks aantrekken van de mensenrechten. Ecolo wil een economisch systeem dat de werknemers en de kleine ondernemers respecteert. Dit systeem is goed voor de mensen: het stelt iedereen in staat zich goed te voeden met kwalitatieve producten. Het is een systeem dat zorg draagt voor het milieu.

De stemming die vandaag tijdens de commissie zal plaatsvinden is nog geen overwinning maar wel een stap verder in de erkenning van de mobilisering van het maatschappelijke middenveld. Het brengt de boodschap onder de aandacht van de volkeren die strijden in het zuiden om te kunnen overleven op hun gronden, op de gronden van hun familie, van hun voorouders. Het brengt de vraag onder de aandacht van duizenden burgers die zich hebben gemanifesteerd, elk op hun schaal, via de ondertekening van een petitie, door op straat te komen, of door te praten met hun burens. Ook al is het vandaag nog geen overwinning, het is in ieder geval het teken dat men in de herfst 2020, niet meer wil doen zoals voorheen: we willen deze tools die de

construire un avenir durable pour toutes et tous.

M. Julien Uyttendaele remercie également ses collègues de l'opposition pour leur travail constructif, et rappelle que dans les années 90, les traités de libre-échange ont été élevés au rang de remède aux inégalités et à la pauvreté dans le monde. Force est de constater que la promesse n'a pas été tenue et que l'accord entre l'UE et le Mercosur ne fera pas exception.

Il ya quelques années, Paul Magnette, alors Ministre-Président de la Région wallonne, a courageusement remis en question ce modèle, avec le soutien de nombreux mouvements citoyens, lors des discussions sur le CETA. Le groupe PS a fait de même au niveau bruxellois. C'est dans cette cohérence d'action politique que l'intervenant défend aujourd'hui cette proposition de résolution concernant l'accord entre l'UE et le Mercosur.

Un accord doit toujours servir les peuples et être respectueux de leurs ressources réciproques. Tel n'est évidemment pas le cas avec ce traité. Puisque cet accord est mixte, notre Parlement doit envoyer un message clair et univoque. Et le premier point du dispositif va dans ce sens : en l'état, le Parlement bruxellois s'oppose à cet accord.

Les acteurs de la société civile ont également dénoncé ce texte et ses lourdes répercussions, sur les droits sociaux, le commerce, l'économie, le climat, la santé, l'agriculture, le bien-être animal et bien entendu le respect des Droits humains.

Cet accord, à l'antithèse du modèle de société que défend son groupe, n'a qu'un objectif : accroître le volume d'échange, peu importe le prix social ou environnemental à payer, quitte à occulter l'Accord de Paris et le Green Deal européen.

Le chapitre relatif au commerce et au développement durable se révèle sans surprise non contraignant. Et sans contrainte, ce chapitre n'a que très peu d'intérêt.

Les effets en matière de santé semblent également très préoccupants. Ceci n'augure rien de bon sur la question des engrais, des pesticides ou de l'usage d'antibiotiques dans les élevages. Ici aussi, pas de sanction ad hoc effective en cas de non-respect, juste des vagues promesses, et sans réel pouvoir de coercition.

La libéralisation à outrance est destructrice pour nos agricultures, surtout en ces temps de marché interne excédentaire. Or, ici, rien ne va dans le sens d'une économie circulaire, durable et écosociale de proximité.

La proposition de résolution dénonce aussi l'opacité durant le processus de négociation : embargo sur des documents, signature avant la réalisation de l'analyse

onze zijn, aanwenden om de mensenrechten na te leven, om het milieu te respecteren en een duurzame toekomst voor elk van ons op te bouwen.

De heer Julien Uyttendaele dankt ook zijn collega's van de oppositie voor hun constructieve werk en herinnert eraan dat tijdens de jaren '90, de vrijhandelsovereenkomsten als remedie werden ingezet tegen de ongelijkheden en de armoede in de wereld. We moeten echter vaststellen dat deze belofte niet werd nagekomen en dat de overeenkomst EU-Mercosur, geen uitzondering zal zijn.

Enkele jaren geleden heeft Paul Magnette, toen minister-president van het Waals Gewest het aangedurfd dit model in vraag te stellen met de steun van vele burgerbewegingen tijdens de CETA-bespreking. De PS-fractie heeft hetzelfde gedaan op Brussels niveau. Het is binnen dit coherente politieke initiatief dat de spreker heden dit voorstel van resolutie met betrekking tot de overeenkomst tussen de EU en Mercosur verdedigt.

Een overeenkomst moet altijd volkeren dienen en moet de wederzijdse hulpbronnen respecteren. Dit is uiteraard niet het geval met dit verdrag. Aangezien deze overeenkomst gemengd is moet ons Parlement een duidelijke en eenstemmige boodschap uitdragen. Het eerste punt van het verzoekend gedeelte gaat in die richting: in deze vorm zal het Parlement zich tegen deze overeenkomst verzetten.

De actoren van het maatschappelijk middenveld hebben deze tekst en de zware repercussies op de sociale rechten, de handel, de economie, het klimaat, de gezondheid, de landbouw, het dierenwelzijn en vanzelfsprekend de naleving van de Rechten van de Mens, veroordeeld.

Deze overeenkomst, die de antithese is van het maatschappelijk model dat zijn fractie verdedigt, heeft slechts een doelstelling: de uitwisselingen opdrijven ongeacht de te betalen sociale prijs of de prijs op het vlak van milieu, zelfs ten koste van de Overeenkomst van Parijs en de Europese Green Deal.

Het hoofdstuk met betrekking tot de handel en de duurzame ontwikkeling blijkt, en dat is geen verrassing, niet bindend. Zonder verplichting heeft dit hoofdstuk weinig nut.

Ook de gevolgen voor de gezondheid zijn zeer verontrustend. Dit voorspelt niks goeds inzake het vraagstuk van de meststoffen, de pesticiden of het gebruik van antibiotica in de veehouderijen. Ook hier bestaan geen doeltreffende, ad-hocsancties in geval van niet-naleving, enkel vage beloftes zonder iets te kunnen opleggen.

De overmatige liberalisering is destructief voor onze landbouw vooral in deze tijden van een met overschotten kampende interne markt. In dit geval begeven we ons niet in de richting van een circulaire economie, een duurzame economie en een ecosociale buurteconomie.

Het voorstel van resolutie stelt ook de ondoorzichtigheid tijdens het onderhandelingsproces aan de kaak: embargo van documenten, ondertekening vooraleer de impactanalyse

d'impact, rétention d'informations, lenteur des processus de consultation et de concertation.

Enfin, les conditions de travail déplorables demeurent inquiétantes dans certains pays partenaires : refus des conventions fondamentales de l'OIT, menaces sur la liberté syndicale ou l'inspection du travail. La France, l'Autriche, le Luxembourg, l'Irlande mais aussi l'Argentine ont déjà sonné l'alerte. Selon l'orateur, notre Région doit se mobiliser également dans cette direction : nous ne pouvons pas tenir de beaux discours sur le « mieux produire », le « bien manger », le « non gaspillage » et en même temps soutenir de telles dérives.

M. Julien Uyttendaele estime qu'avec cet accord, beaucoup de ce pour quoi nous nous battons est en jeu. D'aucuns diront qu'à Bruxelles, on n'est pas directement concerné par ces enjeux, que cela touchera peut-être les fermiers wallons ou flamands, les petits producteurs sud-américains... Mais le député ne peut pas suivre cette thèse : cet accord représente un quart du commerce mondial. Qui peut croire que cela sera sans répercussion, ici ou ailleurs ? Ce que le groupe PS a dit lors des discussions sur le CETA, il le redit ici quant au Mercosur et le redira encore dans le cadre de l'accord avec la Colombie, le Pérou et l'Equateur.

Mme Cieltje Van Achter juge regrettable qu'une majorité alternative soit en train de se former pour rejeter cet important accord commercial. La députée fait remarquer que Bruxelles, la Capitale de l'Europe, n'est pas sur une île où elle peut cultiver ses propres particularismes.

Le groupe N-VA estime qu'une politique commerciale européenne équilibrée, qui d'une part, autorise les entreprises européennes, et donc aussi belges, à s'internationaliser et les protège contre la concurrence déloyale, et qui d'autre part, prévoit aussi expressément des règles du jeu équitables et un respect absolu de la durabilité, l'écologie, les droits de l'homme et la santé publique, offrira une énorme plus-value. En outre, de tels accords commerciaux sont l'outil parfait pour servir de levier à la promotion des droits de l'homme, des droits du travail, des critères de durabilité stricts et des normes de production dans d'autres pays où celles-ci ne sont pas aussi avancées qu'en Europe.

L'économie belge est déjà très étroitement liée avec les pays du Mercosur : le bloc commercial Mercosur est le huitième plus gros partenaire commercial hors UE de la Belgique, avec chaque année 4,8 milliards d'euros d'exportations de marchandises et 3,5 milliards d'euros d'importations. Plus de 1.640 entreprises belges exportent vers le Mercosur, 1.300 d'entre elles (soit 83%) sont des PME. Ainsi actuellement, 37.000 emplois belges dépendent déjà directement des exportations vers le Mercosur.

Notre Région, en tant que capitale européenne et Région tolérante, ouverte et cosmopolite a en effet énormément à perdre, tant sur le plan économique que diplomatique, en adoptant une attitude protectionniste.

werd uitgevoerd, achterhouden van informatie, traagheid van het raadgevings- en overlegproces.

Tot slot blijven de barslechte werkomstandigheden in een aantal partnerlanden zorgwekkend: weigering van de fundamentele verdragen van de IAO, bedreigde vakbondsvrijheid of arbeidsinspectie. Frankrijk, Oostenrijk, Luxemburg, Ierland maar ook Argentinië hebben reeds aan de alarmbel getrokken. Volgens de spreker dient ons Gewest zich tevens te mobiliseren in die richting: we mogen geen ronkende toespraken houden over "beter produceren", "goed eten", "niet verspillen" en tegelijkertijd dergelijk misstanden steunen.

De heer Julien Uyttendaele meent dat, met dit akkoord, een groot deel van waarvoor we strijden, in gevaar komt. Sommigen in Brussel zullen beweren dat we niet rechtstreeks betrokken zijn bij deze uitdagingen, enkel misschien de Waalse of Vlaamse boeren, de kleine Zuid-Amerikaanse producenten... De volksvertegenwoordiger kan deze these niet volgen: dit akkoord heeft betrekking op een vierde van de wereldhandel. Wie durft te geloven dat dit geen repercussie zal hebben, hier of elders? De PS-fractie herhaalt inzake Mercosur wat ze verklaarde tijdens de discussies over CETA en zal dit ook herhalen in het kader van het akkoord met Colombia, Peru en Ecuador.

Mevrouw Cieltje Van Achter betreurt dat een alternatieve meerderheid gevormd wordt om dit belangrijk handelsakkoord te verwerpen. De volksvertegenwoordigster wijst erop dat Brussel, de hoofdstad van Europa, zich niet moet bezondigen aan navelstaarderij.

De N-VA-fractie is van mening dat een evenwichtig Europees handelsbeleid, dat enerzijds de Europese en dus ook Belgische bedrijven toelaat te internationaliseren en hen beschermt tegen oneerlijke concurrentie, en dat anderzijds ook uitdrukkelijk voorziet in een gelijk speelveld en in een absoluut respect voor duurzaamheid, ecologie, mensenrechten en de volksgezondheid, een enorme meerwaarde kan bieden. Bovendien zijn zulke handelsakkoorden perfect geschikt om als een hefboom te dienen voor de bevordering van de mensenrechten, de arbeidsrechten, strenge duurzaamheidscriteria en productienormen in andere regio's waar deze nog niet zo ver gevorderd zijn als in Europa.

De Belgische economie is al zeer nauw verbonden met de Mercosur-landen: het Mercosur-handelsblok is de achtste grootste niet-EU-handelspartner van België goed voor jaarlijks 4,8 miljard euro export van goederen en 3,5 miljard euro aan import. Ruim 1.640 Belgische bedrijven exporteren naar Mercosur, waarvan 1.300 (of 83%) door kmo's. Op die manier zijn vandaag al 37.000 Belgische banen direct afhankelijk van de export naar Mercosur.

Ons Gewest heeft, als Europese hoofdstad en als tolerante, open en kosmopolitische regio, immers bijzonder veel te verliezen bij een protectionistische houding, zowel op economisch als op diplomatiek vlak.

L'oratrice pense qu'il est tout de même particulièrement scandaleux que ce soient toujours les verts et les socialistes qui se livrent à un tel plaidoyer antimondialisation et protectionniste contre le commerce international.

Au contraire, il faut utiliser ces accords commerciaux pour améliorer, grâce à nos propres progrès économiques, la situation économique des pays émergents. C'est pourquoi l'oratrice votera contre cette résolution.

M. Juan Benjumea Moreno regrette les propos de sa collègue Cielte Van Achter, mais respecte son point de vue. L'orateur rappelle que depuis quelques années, les gens s'inquiètent de la direction que prend la politique commerciale européenne, sans tenir compte des objectifs environnementaux, le « green deal » européen, les accords de Paris. Cela fait donc quelques années que les parlements régionaux bruxellois, wallon et flamand prennent des résolutions pour tenter d'infléchir cette politique européenne. L'orateur souligne que dans ce domaine comme dans d'autres, la majorité et certains groupes de l'opposition sont sur la même longueur d'onde, ce qui prouve que tout n'est pas décidé majorité contre opposition. Enfin, la présente proposition de résolution se veut constructive, et non pas une simple fin de non-recevoir. Les auteurs de la proposition veulent donner une série de critères devant permettre à la délégation belge de négocier cet accord commercial de manière positive, avant que celui-ci ne soit définitivement approuvé. En effet, une série d'organisations agricoles actives dans 14 pays de l'Union européenne ont fait savoir dans une déclaration commune que cet accord commercial n'allait pas dans le bon sens, à tel point que certains parlements, comme le parlement autrichien ou le parlement néerlandais, ont fait savoir qu'ils ne ratifieraient pas cet accord en l'état. Ils réclament un retour à la table des négociations, afin de tenir compte des objectifs environnementaux définis par l'Union européenne elle-même. C'est pourquoi l'orateur ne comprend pas pourquoi on ferait le reproche à la Région de Bruxelles-Capitale, en tant que capitale de l'Europe, de ne pas accepter cet accord, pour les mêmes raisons. C'est bien le Parlement européen qui a lancé un appel aux Etats membres à faire connaître leurs exigences en vue de la ratification de cet accord commercial. Notre parlement régional serait le premier parlement à faire connaître ces exigences. Il y va de notre rôle de capitale de l'Union européenne de réagir le plus tôt possible, de manière la plus précise possible, à ce qui se trouve sur la table des négociations. L'orateur rend hommage au secrétaire d'Etat Pascal Smet, qui a déjà réagi dans une lettre à la délégation belge en annonçant, au nom du gouvernement bruxellois, que notre Région ne ratifierait pas cet accord en l'état. L'orateur cite une collègue de Mme Van Achter, Mme Rita Gantois, qui, le 1^{er} mars 2018, a déclaré devant la Chambre des Représentants que l'accord entre l'UE et le Mercosur menaçait notre agriculture. Le groupe N-VA avait alors émis des objections contre cet accord. Il est donc surprenant qu'aujourd'hui, la N-VA tienne un discours contraire.

Enfin, l'intervenant cite un récent rapport de Greenpeace dénonçant le fait qu'il manquerait deux éléments à presque

De spreekster meent dat het toch bijzonder wraakroepend is dat de groenen en de socialisten steeds met zulk een anti-globalistisch en protectionistisch pleidooi tegen de internationale handel komen aanzetten.

Men dient daartegen deze handelsovereenkomst, dankzij onze eigen economische vooruitgang, aan te wenden om de economische situatie van de opkomende landen te verbeteren. Om die reden zal de spreekster tegen deze resolutie stemmen.

De heer Juan Benjumea Moreno betreurt de woorden van zijn collega Cielte Van Achter, maar respecteert haar standpunt. De spreker herinnert eraan dat sinds enkele jaren de mensen verontrust zijn over de richting die het Europees handelsbeleid inslaat, zonder rekening te houden met de milieudoelstellingen, de Europese Green Deal, de Overeenkomst van Parijs. Het is dus sinds enkele jaren dat de Brusselse, Waalse en Vlaamse parlementen resoluties aannemen om dit Europees beleid bij te sturen. De spreker onderstreept dat op dit gebied maar ook op andere gebieden, de meerderheid en bepaalde fracties van de oppositie op dezelfde golflengte zitten, wat bewijst dat niet alles beslist wordt door de meerderheid tegen de oppositie. Tot slot heeft dit voorstel van resolutie tot doel constructief te zijn en niet zomaar een afwijzing. De indieners van dit voorstel willen een rist criteria geven waardoor de Belgische delegatie in staat wordt gesteld over deze handelsovereenkomst op een positieve manier te onderhandelen alvorens die definitief wordt goedgekeurd. Een reeks landbouworganisaties actief in 14 landen van de Europese Unie hebben aldus laten weten in een gezamenlijke verklaring dat deze handelsovereenkomst niet de goede weg opging. Bepaalde parlementen zoals het Oostenrijkse en het Nederlandse, hebben zelfs laten weten deze overeenkomst in die vorm niet te ratificeren. Zij eisen een terugkeer naar de onderhandelingstafel teneinde rekening te kunnen houden met de door de Europese Unie zelf bepaalde milieudoelstellingen. Daarom begrijpt de spreker niet waarom men het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, als hoofdstad van Europa, zou verwijten deze overeenkomst om dezelfde redenen niet te aanvaarden. Het is wel degelijk het Europees Parlement dat een oproep heeft gelanceerd aan de lidstaten om hun eisen te kennen te geven met het oog op de ratificatie van deze handelsovereenkomst. Ons gewestelijk parlement zou het eerste parlement zijn dat zijn eisen te kennen heeft gegeven. Het is onze rol als hoofdstad van de Europese Unie, zo snel mogelijk en zo accuraat mogelijk te reageren op wat op de onderhandelingstafel ligt. De spreker brengt hulde aan staatssecretaris Pascal Smet, die in een brief gericht aan de Belgische delegatie, namens de Brusselse regering, meldde dat ons Gewest deze overeenkomst in die vorm niet zou ratificeren. De spreker vernoemt een collega van mevrouw Van Achter, mevrouw Rita Gantois, die op 1 maart 2018, voor de Kamer van Volksvertegenwoordigers verklaard heeft dat de overeenkomst tussen de Europese Unie en Mercosur onze landbouw bedreigt. De N-VA-fractie had destijds bezwaren geuit tegen deze overeenkomst. Het is dus verwonderlijk dat de N-VA-fractie nu het tegenovergestelde opwerpt.

Tot slot citeert de spreker een recent rapport van Greenpeace waarin aan de kaak gesteld wordt dat er twee

tous les aspects de protection environnementale et climatique dans l'accord: un engagement contraignant et une force exécutoire. Le président Macron aurait d'ailleurs déclaré, à la suite de ces révélations, qu'il ne ratifierait pas cet accord si ces éléments n'étaient pas précisés.

Mme Latifa Aït Baala souligne que pour le groupe MR, le développement économique constitue l'épine dorsale de notre société. Sans développement, pas de croissance, pas de protection, pas de redistribution des richesses, pas de politique sociale ou de santé ambitieuse. Ces dernières années, sous l'effet des nouvelles technologies, notre monde, notre manière de consommer et nos modes de vie ont fortement évolué. Il faut accompagner le changement et non le subir !

L'économie Bruxelloise est plus que jamais en danger. Notre économie est résolument ouverte sur le monde. Nous ne pouvons pas faire une croix sur une part aussi importante de notre PIB national et régional. Par exemple, un an après l'implémentation de l'accord avec l'Équateur, on a enregistré une hausse de plus de 20 % de nos exportations nationales. Les exportations belges vers les pays avec lesquels l'Europe a signé des accords commerciaux représentaient plus de 15 milliards d'euros en 2019. Les tarifs préférentiels ont permis d'économiser 400 millions de frais douaniers à nos entreprises la même année.

Selon le groupe MR, la Région de Bruxelles-Capitale n'a pas d'intérêt à s'opposer à cet accord. Par exemple, l'argument agricole ne tient pas pour notre Région où le secteur primaire représentait 0% de la valeur ajoutée par branche d'activité et moins de 150 emplois en 2018.

De plus, le respect de l'accord de Paris est bien inscrit dans le traité.

Enfin, la période que nous traversons actuellement a et aura des conséquences catastrophiques pour l'économie bruxelloise. Il faut mettre tout en œuvre pour préserver cette économie. Les entreprises bruxelloises sont les grandes perdantes. Les perspectives sont mauvaises, les primes insuffisantes et Bruxelles manque d'attractivité, manque de vision. Ce n'est pas en s'isolant du commerce international que nous parviendrons à relancer l'économie. Voilà les raisons pour lesquelles le groupe MR ne soutiendra pas cette proposition de résolution. L'intervenante remercie néanmoins Mme Véronique Lefrancq pour l'initiative prise pour cette proposition de résolution.

M. Luc Vancauwenberge estime qu'en libéralisant le commerce et en abolissant les barrières douanières, le but est d'inonder de nouveaux marchés de produits industriels fins tels que des automobiles, des machines, des produits chimiques et pharmaceutiques. Mais aussi de produits agricoles et matières premières : soja, bœuf, volaille, poisson, porc, sucre, éthanol, riz et lait.

Il s'agit de favoriser les grands monopoles au mépris du développement des économies locales (ici et là-bas) et aussi de leur permettre de s'approvisionner en matières premières

éléments zouden ontbreken aan nagenoeg alle aspecten van de milieu- en klimaatbescherming in de overeenkomst: een bindend engagement en uitvoerbaarheid. President Macron zou bovendien verklaard hebben, naar aanleiding van deze onthullingen, dat hij dit akkoord niet zou ratificeren indien deze elementen niet verduidelijkt worden.

Mevrouw Latifa Aït Baala onderstreept dat voor de MR-fractie de economische ontwikkeling de ruggengraat is van onze maatschappij. Zonder ontwikkeling is er geen groei, geen bescherming, geen verdeling van de rijkdom, geen sociaal beleid en of geen goed gezondheidsbeleid. De laatste jaren zijn onze wereld, onze manier van consumeren en onze leefwijze onder invloed van de nieuwe technologieën, sterk geëvolueerd. We moeten de verandering mee in goede banen leiden en ze niet ondergaan!

De Brusselse economie is meer dan ooit in gevaar. Onze economie staat open naar de wereld toe. We mogen geen kruis maken over zo'n belangrijk deel van ons nationaal en gewestelijk BBP. Een jaar na de implementatie van het akkoord met Ecuador bijvoorbeeld, werd een verhoging met 20% van onze nationale export opgetekend. De Belgische export naar de landen waarmee Europa handelsovereenkomsten heeft ondertekend, bedroeg meer dan 15 miljard euro in 2019. In hetzelfde jaar hebben de voorkeurstarieven 400 miljoen douanekosten doen uitsparen aan de ondernemingen.

Volgens de MR-fractie kan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zich beter niet verzetten tegen dit akkoord. Het argument van de landbouw bijvoorbeeld houdt geen steek voor ons Gewest waar de primaire sector 0% van de toegevoegde waarde voorstelt per tak van bedrijvigheid en minder dan 150 jobs in 2018.

Bovendien staat de naleving van de Overeenkomst van Parijs in het verdrag ingeschreven.

Tot slot heeft de periode die we nu meemaken catastrofale gevolgen voor de Brusselse economie en dat zal in de toekomst ook nog zo zijn. We moeten alles in het werk stellen om deze economie te vrijwaren. De Brusselse ondernemingen zijn de grote verliezers. De perspectieven zijn niet goed, de premies zijn ontoereikend en het ontbreekt Brussel aan aantrekkelijkheid en visie. Door zich te isoleren van de internationale handel zullen we zeker niet komen tot een economische relance. Om die redenen zal de MR-fractie dit voorstel van resolutie niet steunen. De spreekster bedankt niettemin mevrouw Véronique Lefrancq het initiatief genomen te hebben voor dit voorstel van resolutie.

De heer Luc Vancauwenberge meent dat men door de liberalisering van de handelsactiviteiten, en door de opheffing van de douanebarrières, tot doel stelt nieuwe markten te overspoelen met industriële eindproducten zoals wagens, machines, chemische en farmaceutische producten. Ook landbouwproducten en grondstoffen: soja, rundvlees, gevogelte, vis, varkensvlees, suiker, ethanol, rijst en melk.

Het gaat erom de grote monopolies te begunstigen ten nadele van de ontwikkeling van de lokale economieën (hier en daar) en zich te bevoorraden met goedkopere

meilleur marché. Les conséquences sont la destruction des économies locales, des écosystèmes mais aussi plus d'émissions de gaz à effet de serre vu l'intensification du transport de biens sur de longues distances.

Le groupe PTB craint aussi plus de déforestation, de violations des droits humains et sociaux à l'encontre des populations et des travailleurs. On observe déjà, notamment au Brésil, que les grands industriels de l'agro-business et propriétaires terriens s'en donnent à cœur joie. Et c'est justement à eux que l'accord de libre-échange va donner encore plus de pouvoir. Une conséquence de cette mise en concurrence accrue est aussi l'abaissement des normes sociales et environnementales. Tous ces mécanismes sont dans l'ADN des traités de libre-échange entre pays capitalistes, c'est-à-dire dominé par les grandes entreprises et les gros actionnaires.

La société civile partage les craintes exprimées par le PTB. Plus de 340 organisations écologistes, de défense des droits des peuples autochtones, syndicaux et autres ONG d'Europe et de la zone Mercosur ont rédigé une lettre ouverte à la Commission le 17 juin 2019 pour demander l'annulation du traité.

Les signataires de cette proposition de résolution partagent les mêmes craintes : la proposition de résolution aujourd'hui en discussion est censée signifier officiellement l'opposition du parlement bruxellois à cet accord. C'est pourquoi le groupe PTB soutient vivement cet aspect de la résolution.

La résolution demande aussi de conditionner la délégation du pouvoir de signature au gouvernement fédéral au respect de toute une série d'exigences. Le groupe PTB est d'accord avec ces conditions liées au respect des conventions internationales. L'intervenant pense donc que la résolution va dans le bon sens et qu'elle contribue à bloquer le projet actuel. Le PTB fait confiance à la société civile qui veille au grain en suivant et en analysant le dossier, mais qui est aussi consciente qu'il faudra mobiliser et travailler au rapport de force pour faire échouer cet accord si l'Union Européenne et les gouvernements veulent passer en force.

Cependant, nous savons que ces conditions environnementales et sociales sont illusoirs et qu'il est dans l'ADN de ces accords de libre-échange entre pays capitalistes de mettre les travailleurs et les normes en concurrence vers le bas. Nous n'avons aucun contrôle démocratique sur le respect de ces conditions. Rien n'est fait pour sanctionner des entreprises belges et européennes qui contreviennent aux conventions. Bref, si le parlement est contre l'accord en l'état, mais qu'il ouvre quand même la porte à déléguer le pouvoir de signature au Fédéral, quelles garanties aura-t-on que, si l'accord est renégocié, le sujet sera débattu au parlement avant que le pouvoir de signature ne soit délégué au Fédéral ?

grondstoffen. Dit heeft de aantasting van de lokale economieën, van de ecosystemen tot gevolg maar ook meer uitstoot van broeikasgassen aangezien het goederentransport op lange afstanden wordt opgedreven.

De PTB-fractie vreest ook verdere ontbossing, de schendingen van de sociale en mensenrechten van de volkeren en de werknemers. Men merkt al met name in Brazilië dat de groten uit de voedselindustrie en de grondbezitters zich uitleven. Het zijn net zij die via deze vrijhandelsakkoorden meer macht zullen krijgen. Een gevolg van deze verhoogde concurrentie is ook de verlaging van de sociale en milieunormen. Al deze mechanismen zijn ingebed in de vrijhandelsakkoorden tussen de kapitalistische landen, met andere woorden, gedomineerd door de grote ondernemingen en de grote aandeelhouders.

Het maatschappelijke middenveld deelt de bezorgdheden waarvan de PTB-fractie gewag maakt. Meer dan 340 ecologische organisaties, organisaties voor de verdediging van de rechten van de inheemse volkeren, vakbonden en Europese NGO's en NGO's uit de Mercosur-zone hebben een open brief opgesteld ter attentie van de Commissie op 17 juni 2019 om de annulering van het verdrag te vragen.

De ondertekenaars van dit voorstel van resolutie delen dezelfde bezorgdheden: het voorstel van resolutie dat thans besproken wordt, moet het verzet van het Brussels Parlement tegen de overeenkomst officieel bekendmaken. Daarom steunt de PTB-fractie ten volle dit aspect van de resolutie.

De resolutie vraagt ook de bevoegdheidsdelegatie aan de federale regering voor de ondertekening aan de naleving van een rist eisen te koppelen. De PTB-fractie gaat akkoord met de voorwaarden verbonden aan de naleving van de internationale conventies. De spreker is dus van mening dat de resolutie in de goede richting gaat en dat ze ertoe bijdraagt het huidig ontwerp te blokkeren. De PTB-fractie heeft vertrouwen in het maatschappelijk middenveld dat toezicht houdt door het dossier te volgen en te analyseren, maar er ook bewust van is dat gemobiliseerd zal moeten worden en gewerkt worden aan de machtsverhouding om deze overeenkomst te doen falen indien de Europese Unie en de regeringen de forcing willen voeren.

We weten echter dat de milieu- en sociale voorwaarden illusoir zijn en dat deze vrijhandelsovereenkomsten tussen de kapitalistische landen van aard zijn de werknemers en de normen in een neerwaartse spiraal te brengen. Wij hebben geen enkele democratische controle over de naleving van deze voorwaarden. Er werd niets ondernomen om Belgische en Europese ondernemingen die de voorwaarden met voeten treden, te sanctioneren. Kortom, indien het parlement tegen de overeenkomst in die vorm is maar toch de deur opent voor de bevoegdheidsdelegatie aan de federale regering voor de ondertekening, welke garanties zal men dan hebben indien er opnieuw onderhandeld wordt over deze overeenkomst? Zal het onderwerp opnieuw besproken worden in het parlement alvorens de ondertekeningsbevoegdheid aan de federale regering wordt

L'orateur espère qu'il ne s'agit pas d'une manœuvre pour permettre à l'accord de voir le jour. On l'a vu avec le CETA, un autre accord de libre-échange avec le Canada, qui est entré en application dès la signature de l'Union Européenne, les régions sont censées le ratifier par la suite. Les partis qui ont déposé cette proposition, comme le PS et Ecolo, sont contre, mais là où ils ont la possibilité de s'y opposer, dans les régions notamment, ils laissent le texte au frigo, et l'accord est déjà d'application.

M. Emmanuel De Bock soutiendra cette proposition, et souhaite s'associer aux signataires du texte.

Le groupe DÉFI ne remet pas en cause les avantages du commerce international, mais bien les clauses qui menacent les normes sociales, environnementales et sanitaires et notre modèle d'agriculture, ainsi que les mécanismes prévus en matière de règlement des différends entre investisseurs et Etats, ceux-ci présentant le risque de contrariété avec les traités européens. Au lieu de subir la concurrence des pays moins exigeants, l'Union doit s'appuyer sur sa force de négociation commerciale pour renforcer le principe de réciprocité et introduire des clauses sociales et environnementales dans ses accords de libre-échange. L'objectif lointain est d'inscrire la convergence réglementaire dans un ensemble multilatéral, à savoir dans le cadre de l'OMC.

On peut lire dans la DPR que "les accords commerciaux et d'investissements bilatéraux, liant l'Union européenne ou la Belgique, seront conditionnés à la présence de clauses sociales et environnementales comportant des mécanismes de mise en œuvre et de contrôle effectifs. Le Gouvernement veillera à l'inclusion des clauses de respect des droits de l'homme et des normes fondamentales de l'OIT (dont les droits syndicaux du travail)".

Au regard du programme de DÉFI, de la déclaration de politique Régionale, et de l'intérêt réitéré de son groupe à ce dispositif de la DPR, notamment dans la proposition de résolution sur l'Amazonie, l'intervenant soutient sans réserve la présente proposition.

Par ailleurs, l'orateur souligne que plusieurs grandes nations européennes telles que la France rétropédalaient sur l'accord avec le Mercosur et demandaient un renforcement des clauses environnementales. Le traité Mercosur est donc loin d'aboutir. C'est pourquoi l'orateur se réjouit de ce débat au Parlement régional bruxellois.

Mme Victoria Austraet rappelle que vingt années après le début des négociations, l'accord commercial entre l'UE et le Mercosur présenté l'année dernière semble faire l'objet d'une opposition grandissante. Ces dernières années, et d'autant plus en 2020 avec la crise sanitaire que l'on connaît, on semble avoir pris davantage conscience des dangers auxquels nous expose une telle libéralisation du commerce de marchandises, que ce soit sur les plans environnemental,

gedelegeerd?

De spreker hoopt dat het geen list is om ervoor te zorgen dat de overeenkomst tot stand komt. We hebben dit al gezien met CETA, een andere vrijhandelsovereenkomst met Canada, die van toepassing is geworden zodra ze door de Europese Unie ondertekend werd, de Gewesten werden geacht ze achteraf te ratificeren. De partijen die dit voorstel hebben ingediend zoals PS en Ecolo zijn ertegen gekant, maar daar waar ze de mogelijkheid krijgen zich te verzetten, met name in de Gewesten, laten ze de tekst in de koelkast en is de overeenkomst reeds van toepassing.

De heer Emmanuel De Bock zal dit voorstel steunen en wenst zich aan te sluiten bij de ondertekenaars van deze tekst.

De DÉFI-fractie trekt de voordelen van de internationale handel niet in twijfel maar wel de clausules die de sociale normen, de milieunormen en gezondheidsnormen en ons landbouwmodel bedreigen en ook de mechanismen voorzien voor de geschillenbeslechting tussen de investeerders en de Staten. Deze laatste riskeren in strijd te zijn met de andere Europese verdragen. In plaats van de concurrentie van minder veeleisende landen te ondergaan, dient de Unie haar sterke handelspositie uit te spelen om het principe van wederkerigheid te versterken en sociale en milieuclausules te integreren in haar vrijhandelsakkoorden. Het einddoel is de reglementaire convergentie in te schrijven in een multilateraal geheel, te weten in het kader van de Wereldhandelsorganisatie.

Men kan het volgende lezen in de GBV: "aan de bilaterale handels- en investeringsakkoorden met de Europese Unie of België zal de voorwaarde verbonden worden dat zij sociale en milieubepalingen moeten bevatten met effectieve uitvoerings- en controlemechanismen. De regering zal erop toezien dat hieraan ook bepalingen worden toegevoegd over de naleving van de mensenrechten en de fundamentele normen van de IAO (waaronder de vakbondsrechten van de werknemers)".

Ten opzichte van het programma van DÉFI, de gewestelijke beleidsverklaring en de herhaalde interesse van zijn fractie aan die bepalingen van de GBV met name in het voorstel van resolutie over de Amazone, steunt de spreker zonder voorbehoud dit voorstel.

Bovendien onderstreept de spreker dat verschillende grote Europese naties zoals Frankrijk hun standpunt hebben veranderd over de Mercosur-overeenkomst en een versterking vroegen van de milieubepalingen. Het Verdrag is nog lang niet afgerond. Om die reden verheugt de spreker zich over dit debat in het Brussels Hoofdstedelijk Parlement.

Mevrouw Victoria Austraet herinnert eraan dat twintig jaar na het begin van de onderhandelingen, de handelsovereenkomst tussen de EU en Mercosur die vorig jaar werd voorgelegd, het voorwerp uitmaakt van groeiend verzet. De laatste jaren, en nog meer in 2020 met de gezondheids crisis waarin we ons bevinden, lijkt men zich bewuster te worden van de gevaren waaraan een dergelijke liberalisering van de goederenhandel ons blootstelt, of het

social, sanitaire, agricole ou de protection des animaux.

L'oratrice rejoint les propos de ses collègues sur plusieurs de ces aspects. On peut ajouter qu'en septembre dernier, une commission d'experts créée par l'ancien premier ministre français Edouard Philippe rendait ses conclusions sur cet accord. Ces experts ont calculé que s'il entrait tel quel en application, l'accord UE-Mercosur entraînerait vraisemblablement une hausse de la déforestation à un rythme annuel de 5 % à des fins de production de viande bovine.

Pour ce qui concerne le bien-être animal, on ne peut aujourd'hui plus admettre que des accords commerciaux puissent tirer les normes vers le bas. La seule voie possible est un renforcement de la protection légale des animaux en élevage. Les attentes des citoyens à ce propos sont on ne peut plus claires. Selon un eurobaromètre publié en 2016, 94 % des citoyens européens accordent de l'importance au bien-être des animaux d'élevage et 82 % considèrent que ceux-ci devraient être mieux protégés qu'ils ne le sont actuellement.

L'accord présenté l'année dernière mentionne vaguement la volonté d'une collaboration entre les parties en vue d'un échange d'informations et de la promotion du développement de normes et de bonnes pratiques en matière de bien-être animal, mais tout en préservant le droit de chaque partie de légiférer. Il s'agit évidemment d'une déclaration d'intention largement insuffisante pour des objectifs de protection des animaux, dans la mesure où la législation des pays du Mercosur en matière de bien-être animal en élevage est assez lacunaire et inférieure par rapport à l'UE.

Il faut aussi noter que la législation européenne en matière de normes d'élevages n'a pratiquement pas évolué en dix ans, et l'application des normes existantes fait défaut. Or, l'un des responsables de cette situation est justement la libéralisation du commerce de produits d'origine animale inconditionnée au respect de normes équivalentes à celles appliquées dans l'UE. Les éleveurs européens sont mis financièrement sous pression par la présence sur le marché de produits ne répondant pas aux normes européennes de bien-être animal, et ils font pression à leur tour sur les autorités pour les dissuader d'améliorer les normes de protection des animaux. On voit donc que cette situation tire vers le bas la thématique du bien-être animal.

L'intervenante remercie donc sa collègue Véronique Lefrancq pour cette initiative, ainsi que les autres cosignataires, et se réjouit que le texte soit soutenu par des partis de la majorité comme de l'opposition.

M. Guy Vanhengel estime que le point de vue de sa formation politique sur ce genre de résolution est bien connu. C'est pourquoi il s'abstiendra lors du vote.

Mme Cieltje Van Achter explique que la position de son parti est très claire : la N-VA soutient entièrement cet accord

nu op het vlak van milieu is, maatschappij, gezondheid, landbouw of dierenbescherming.

De spreekster sluit zich aan bij haar collega's voor verschillende aspecten. We kunnen toevoegen dat in september jongstleden, een expertencommissie, opgericht door de voormalig Franse eerste minister Edouard Philippe haar conclusies over deze overeenkomst heeft uitgebracht. Deze experts hebben berekend dat indien ze in deze vorm van toepassing zou worden, de overeenkomst EU-Mercosur hoogstwaarschijnlijk een jaarlijkse verhoging met 5% van de ontbossing zou teweegbrengen voor de productie van rundvlees.

Wat het dierenwelzijn betreft mag men niet toestaan dat handelsovereenkomsten de normen naar beneden zouden halen. De enige mogelijke weg is de wettelijke bescherming van de dieren in veehouderijen. De verwachtingen van de burgers hieromtrent zijn meer dan duidelijk. Volgens een Eurobarometer gepubliceerd in 2016 hecht 94% van de Europese burgers belang aan het dierenwelzijn in veehouderijen en 82% is van mening dat ze beter beschermd zouden moeten worden dan nu het geval is.

De overeenkomst die vorig jaar werd voorgesteld, maakt vaag melding van de wil tot een samenwerking tussen de partijen met het oog op een informatie-uitwisseling en op de bevordering van normen en goede praktijken op het vlak van dierenwelzijn. Het recht van elke partij om wetten te maken, blijft behouden. Het betreft hier uiteraard een aanzienlijk ontoereikende intentieverklaring voor de doelstellingen op het vlak van dierenbescherming, in die mate dat de wetgeving van de Mercosur-landen op het vlak van dierenbescherming in veehouderijen vrij onvolledig is en minder streng is in verhouding tot de EU.

Er dient ook benadrukt te worden dat de Europese wetgeving op het vlak van de normen voor veehouderijen nauwelijks geëvolueerd is in tien jaar, en de toepassing van de bestaande normen blijft uit. Een van de verantwoordelijken van deze situatie is nu net de liberalisering van dierlijke producten zonder naleving van gelijkaardige normen als die welke worden toegepast in de EU. De Europese veehouders worden financieel onder druk gezet door de aanwezigheid op de markt van producten die niet voldoen aan de Europese normen op het vlak van dierenwelzijn, zij oefenen op hun beurt druk uit op de overheden om hen te ontraden de normen op het vlak van dierenbescherming te verbeteren. We merken dus dat deze situatie het dierenwelzijn schaadt.

De spreekster dankt dus haar collega Véronique Lefrancq voor dit initiatief, en ook de andere medeondertekenaars en verheugt zich erover dat de tekst ondersteund wordt door meerderheids- maar ook oppositiepartijen.

De heer Guy Vanhengel meent dat het standpunt van zijn politieke formatie over deze resolutie goed gekend is. Om die reden zal hij zich onthouden tijdens de stemming.

Mevrouw Cieltje Van Achter legt uit dat het standpunt van haar partij zeer duidelijk is: de N-VA ondersteunt ten

de libre-échange avec le Mercosur. Certes, au moment des négociations, un certain nombre de questions se posaient, ce qui est tout à fait normal; mais elles ont toutes été rencontrées, et la N-VA est tout à fait satisfaite du contenu de cet accord, qui comporte bel et bien des exigences supplémentaires de protection environnementales, sociales et de santé, pour les pays d'Amérique du Sud. Cet accord s'inscrit bien dans l'Accord de Paris. S'il n'y avait pas eu cet accord de libre-échange avec les pays du Mercosur, le Brésil serait peut-être sorti depuis longtemps des accords de Paris, ce qui aurait été une catastrophe pour l'Amazonie. Cet accord avec le Mercosur est donc un levier important pour maintenir le Brésil au sein des accords de Paris. Ce n'est pas non plus comme si nous allions être inondés de viande à bon marché venant d'Argentine. On manie la peur et le mensonge comme on l'a fait avec le CETA, mais ce n'est pas la vérité.

L'oratrice estime que ce serait un très mauvais signal de la part du parlement de la capitale de l'Europe de voter une telle résolution.

III. Ouverture à la co-signature

M. Emmanuel DE BOCK est associé à la liste des cosignataires de la proposition de résolution.

IV. Discussion des considérants et des tirets du dispositif et votes

Les considérants et les tirets du dispositif ne suscitant aucun commentaire, le président propose de passer immédiatement au vote sur l'ensemble de la résolution.

V. Vote sur l'ensemble de la proposition de résolution

La proposition de résolution dans son ensemble est adoptée par 10 voix contre 3 et 1 abstention.

– *Confiance est faite à la rapporteuse pour la rédaction du rapport.*

La Rapporteuse,

Nadia EL YOUSFI

Le Président,

Rachid MADRANE

volle deze vrijhandelsovereenkomst met Mercosur. Op het moment van de onderhandelingen rezen echter een aantal vragen, wat volledig normaal is; ze werden echter allen beantwoord en de N-VA is uiterst tevreden over de inhoud van deze overeenkomst, die wel degelijk bijkomende eisen inhoudt op het vlak van milieubescherming, sociale bescherming en gezondheid voor de Zuid-Amerikaanse landen. Deze overeenkomst ligt in het verlengde van de Overeenkomst van Parijs. Indien deze vrijhandelsovereenkomst er niet geweest was met de Mercosur-landen, dan was Brazilië misschien reeds lang uit de Overeenkomst van Parijs gestapt, wat een ramp zou zijn geweest voor het Amazonegebied. Deze overeenkomst met Mercosur vormt dus een belangrijke hefboom om Brazilië binnen de Overeenkomst van Parijs te houden. Het is nu ook niet zo dat we overspoeld zouden worden door goedkoop vlees uit Argentinië. Men hanteert angst en leugen zoals men gedaan heeft met CETA, maar dit is niet de waarheid.

De spreekster stelt dat het Parlement van de hoofdstad van Europa een wel heel slecht signaal zou geven indien het een dergelijke resolutie zou goedkeuren.

III. Openstelling voor mede-ondertekening

De heer Emmanuel DE BOCK wordt toegevoegd aan de lijst met mede-ondertekenaars van het voorstel van resolutie.

IV. Bespreking van de consideransen en van de streepjes van het verzoekend gedeelte en stemmingen

Aangezien de consideransen en de streepjes van het verzoekend gedeelte geen commentaar uitlokken, stelt de voorzitter voor onmiddellijk over te gaan tot de stemming over het geheel van de resolutie.

V. Stemming over het geheel van het voorstel van resolutie

Het voorstel van resolutie wordt in zijn geheel aangenomen met 10 stemmen tegen 3, bij 1 onthouding.

– *Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.*

De Rapporteur,

Nadia EL YOUSFI

De Voorzitter,

Rachid MADRANE